

Les humanités à notre époque

Au cours de ces années où l'on a infligé des cruautés sans nom aux nations du monde, il est certes à propos de discuter l'influence salutaire et rénovatrice des humanités et d'évaluer le rôle qu'elles jouent dans notre vie nationale. Les humanités n'ont jamais été plus nécessaires qu'aujourd'hui.

Tout d'abord je m'empresse de préciser mes définitions et mes objectifs. Ainsi, au sens de ce mémoire, je n'assimile pas les humanités aux études classiques, bien que l'idée soit admise que les études de grec et de latin contribuent à favoriser le développement le plus complet et le plus harmonieux de l'esprit humain — l'objectif que Cicéron, en se servant presque du même mot, appelle *humanitas* (e.g. « in omni parte humanitatis perfectus », *Or.*, I, 7). Au lieu de restreindre le mot aux études grecques et latines, j'aimerais plutôt l'étendre à toutes ces disciplines libérales qui contribuent à élargir et à « éclairer » l'esprit humain, c'est-à-dire, aux langues et aux littératures au niveau supérieur de l'enseignement, tout ensemble avec l'histoire, la philosophie, la musique et les beaux-arts. Cependant, je n'ai pas l'intention d'inclure les mathématiques et les études scientifiques, les sciences sociales, la santé et l'hygiène. Ces dernières peuvent être des éléments importants d'une éducation libérale, mais c'est par une confusion du langage qu'on les fait entrer dans les humanités.

Apprécier l'état présent des humanités dans la vie culturelle et éducative de notre époque n'est pas seulement une affaire d'analyse de curriculum et de programme, si importants ceux-ci soient-ils dans la structure de l'édifice de l'enseignement. Un tour d'horizon des humanités aujourd'hui doit se faire sous l'angle de la civilisation moderne et

NOTE DE LA RÉDACTION.— Cet article de M. Watson Kirkconnell, professeur de littérature anglaise à l'université McMaster (Hamilton), a paru en anglais dans la livraison d'avril 1945 du *Canadian School Journal*. La traduction est de M. Maurice Lebel, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université Laval.

en rapport avec la tendance d'immenses populations à s'orienter de plus en plus vers les façons totalitaires de penser et d'organiser. On peut se reporter avec un peu d'envie à Matthew Arnold, qui, dans ses *Essays in Criticism*, parus il y a juste quatre-vingts ans (1865), pouvait considérer l'Europe, « comme étant, pour des fins, intellectuelles et spirituelles, une grande confédération, unie par une action commune et travaillant à un résultat commun; et dont les membres ont, pour leur propre équipement, une connaissance de l'antiquité grecque, romaine et orientale, et aussi une connaissance des uns et des autres. Abstraction faite d'avantages particuliers, locaux et passagers, cette nation moderne fera le plus de progrès dans le domaine intellectuel et spirituel qui exécutera ce programme de la façon la plus parfaite... Il y a tant de choses qui nous invitent! Qu'est-ce qui va nous nourrir dans notre développement vers la perfection? »

On note deux hypothèses fort importantes dans la pensée d'Arnold. La première est que la civilisation occidentale n'est pas une mixtion bureaucratique de dogmes contemporains et d'arrêtés ministériels, mais une tradition organique de l'esprit humain qui plonge ses racines dans le christianisme et dans l'antiquité classique. La seconde hypothèse est que la fin de l'éducation n'est pas la docilité uniforme d'un troupeau, réuni en société, mais bien le développement et « l'illumination » de l'esprit humain. John Stuart Mill pouvait aussi citer avec approbation le principe directeur de von Humboldt: « l'importance absolue et essentielle du développement humain dans sa plus riche diversité. »

Les quatre-vingts dernières années ont vu le rejet graduel d'un pareil idéal humaniste de la vie. L'Allemagne, le pays qui a produit le libéralisme intellectuel de Goethe et de von Humboldt, est passée à Marx et à Engels, et finalement à Goebbels et à Hitler. L'Angleterre ne prête pas attention à l'humanisme d'un Matthew Arnold mais au marxisme révolutionnaire d'un Harold Laski. En attendant, les soi-disant libéraux de l'Amérique du Nord — y compris des journaux tels que *The New Republic* et *The Nation* — ont un véritable culte pour l'athéisme totalitaire de la Russie soviétique.

Les traits dominants de l'évangile marxiste sont: 1) un athéisme militant qui nie tout ce qu'on appelle les valeurs spirituelles dans la vie humaine, qui regarde l'esprit comme un pur sous-produit accidentel du corps matériel, et de là, n'a aucun respect pour la personnalité individuelle; 2) une insistance, par suite, sur les valeurs économiques comme étant fondamentales, la justice elle-même consistant à distribuer de façon égalitaire la nourriture pour le ventre et les vêtements pour le corps; 3) un mouvement politique pour renverser les institutions existantes, en vue de construire une nouvelle société d'après les plans de Marx, de Lenine, de Wells et de Laski; 4) un désir, en ce qui concerne l'enseignement et l'éducation, de rompre complètement avec le passé et de se servir des écoles, comme de la presse, de la radio, du cinéma et du théâtre, comme de moyens en vue d'endoctriner les masses pour des fins politiques, sans aucun égard pour le principe de la liberté intellectuelle.

Par parenthèse, il est intéressant de noter que dans la Russie soviétique, l'unique État socialiste du monde, le principal mobile de toute activité — une égalité de revenu apparemment juste — a été rejetée il y a longtemps comme étant tout à fait impraticable. En 1917, Nicolas Lénine avait déclaré: « Toute la société sera devenue un seul bureau et une seule usine, avec égalité d'ouvrage et égalité de salaire. » Vers 1939, Léon Trotsky pouvait déclarer que « les onze ou douze pour cent de la classe supérieure de la population en Russie reçoivent environ cinquante pour cent du revenu national. La différence est encore plus marquée qu'aux États-Unis, où dix pour cent de la classe supérieure de la population reçoivent environ trente-cinq pour cent du revenu national » (James BURNHAM, *The Managerial Revolution*, 1941, p. 43). Au Canada, l'inégalité semblerait être encore moindre. D'après l'honorable Colin Gibson, ministre du revenu national, le nombre de Canadiens qui, en 1942, avaient un revenu brut de \$10,000 était de 6,910 et tous leurs revenus étaient inférieurs à deux pour cent de l'ensemble du revenu national (\$141,769,758 sur \$8,800,000,000, ou 1.6 pour cent). Au premier abord, c'est une énigme que les adorateurs canadiens du système soviétique et de sa justice prétendue sociale puissent continuer, d'une part, à

dénoncer « les deux cents familles » du Canada, qui obtiennent moins que deux pour cent de notre revenu national, et d'autre part, à glorifier « les deux cents familles » de Russie qui prennent cinquante pour cent du revenu national des Soviets. Cependant, quand on réfléchit un instant que ces Canadiens n'ont aucune chance d'appartenir au sommet de l'échelle de la société dans un Canada démocratique, mais pourraient, en se livrant au cambriolage politique, s'installer dans la classe des millionnaires dans un Canada soviétique, quand on pense à cela, on commence alors à voir de la méthode dans la rage de ces Canadiens.

Mais revenons plutôt à la pédagogie de l'ordre nouveau, avec son mépris pour la liberté intellectuelle et avec son intention arrêtée de mettre un but social à toute activité intellectuelle et culturelle. Frédéric Hayeck a fait ainsi ressortir cette vérité récemment : « Les conséquences morales de la propagande totalitaire sont destructrices de toutes les morales, parce qu'elles minent l'un des fondements de toutes les morales : le sentiment et le respect de la vérité » (*The Road to Serfdom*, p. 155). Afin d'amener les gens à reconnaître la validité du système qu'ils doivent servir, on emploie des termes familiers tels que la liberté et la démocratie dans une acception tout à fait nouvelle — comme des chocolats secrètement remplis d'arsenic ou comme des œufs dont on aurait extrait le contenu. On offre aux hommes de nouvelles libertés pour les vieilles, en particulier la liberté économique au lieu d'une liberté politique prétendue imaginaire; et seulement pour constater ceci comme Peter Drucker l'a remarqué : « cette nouvelle liberté est un vain mot qui dissimule l'exacte contradiction de tout ce que l'Europe a jamais entendu par liberté . . . c'est le droit de la majorité contre l'individu » (*The end of Economic Man*, p. 74). Léon Trotsky a candidement exprimé la même idée : « Dans un pays où l'unique employeur est l'État, l'opposition signifie la mort lente par la faim. Le vieux principe : qui ne travaille pas ne mangera pas, a été remplacé par le nouveau : celui qui n'obéit pas ne mangera pas » (cité par Hayeck, *op. cit.*, p. 119). Un article de *Pravda* du 12 mai 1932 annonce une élimination encore plus expéditive des non-conformistes : « Une grande part du succès du communisme consiste dans

le fait que tout Russe sait que s'il ne fait pas de sa vie une entreprise payante pour son pays, il la perdra alors très probablement. Un agent de la Guépéou le prendra par l'épaule et le conduira dans la cave de ce fameux département, et il cessera tout simplement de vivre. » En Allemagne, un état d'esprit comparable a forgé le mot et la pratique de *Freizeitgestaltung*, l'arrangement officiel de l'emploi de ses loisirs — comme si le temps libre d'un homme pouvait être libre, quand il est employé de la façon prescrite par le gouvernement totalitaire.

Dans des pays comme l'Allemagne et la Russie, le mot « humanités » et l'idéal qu'il représente ont entièrement disparu. Les écoles comme la presse et la radio, ont été subordonnées à la diffusion de ces idées qui, sans aucun égard pour la vérité ou le mensonge, visent à fortifier la position du dictateur et de son unique parti légal. Citons encore Hayeck: « Que dans les disciplines ayant trait directement aux affaires humaines et, en conséquence, influant sur les vues politiques, telles que l'histoire, la loi ou l'économique, que dans ces disciplines la recherche désintéressée de la vérité ne puisse être permise dans un système totalitaire, et que la justification des vues officielles devienne l'unique objet, cela est évident et a été amplement confirmé par l'expérience. Ces disciplines sont devenues, en effet, dans tous les pays totalitaires, les usines les plus fertiles des mythes officiels dont les dirigeants se servent pour guider les esprits et les volontés de leurs sujets. Il n'est passurprenant que dans ces milieux même la prétention de rechercher la vérité soit abandonnée et que les autorités décident quelles doctrines doivent être enseignées et publiées » (*The Road to Serfdom*, p. 161). On peut voir en Russie le résultat de la liquidation de tous les professeurs à l'exception de ceux qui accepteront l'orthodoxie du curriculum du parti. En 1935, près de vingt ans après la révolution bolchévique, le périodique officiel *Kulturnoe Stroitelstvo* (p. 16) admettait ceci: « Près de la moitié des professeurs des écoles primaires (classes I - IV) et près du tiers des classes intermédiaires (V - VIII) sont des ouvriers dont la préparation professionnelle ne dépasse pas trois ans. »

Même dans une matière comme les mathématiques, on s'en prend à certains théorèmes de statistiques en Russie soviétique sous prétexte qu'ils « font partie de la lutte de classes sur le plan idéologique et sont un produit du rôle historique des mathématiques comme le serviteur de la bourgeoisie »; et le *Journal for Marx-Leninist Natural Sciences* lance le slogan: « Nous appuyons le parti en mathématiques » (Hayeck, *op. cit.*, pp. 161-2). « Il est tout à fait en accord avec l'esprit du totalitarisme de condamner toute activité humaine poursuivie pour elle-même et sans but ultérieur. La science pour la science, l'art pour l'art, sont également honnis des Nazis, de nos intellectuels socialistes, et des communistes. Puisque la science doit servir, non la vérité, mais les intérêts d'une classe, d'une communauté, ou d'un État, l'unique tâche de l'argument et de la discussion est de glorifier et de répandre encore davantage les croyances qui dirigent la vie entière de la communauté. Comme le ministre nazi de la justice l'a expliqué, la question que toute nouvelle invention scientifique doit se poser est celle-ci: « Est-ce que je sers le National Socialisme pour le plus grand avantage de tous? » L'atmosphère générale intellectuelle que cette théorie produit, la perte du sentiment de la vérité et même de sa signification, la disparition de l'esprit de curiosité indépendante et de la confiance dans la force de la raison et de la conviction, la façon dont les différences d'opinions dans toutes les branches du savoir deviennent des questions politiques qui sont tranchées par l'autorité, tout cela, on doit l'expérimenter personnellement, — aucune brève description ne peut en donner l'idée. Le fait le plus alarmant est peut-être celui-ci: le mépris de la liberté intellectuelle ne prend pas naissance une fois que le système totalitaire est établi, il peut se trouver partout parmi les intellectuels qui ont adopté la foi collectiviste et qui sont acclamés comme les chefs intellectuels même dans les pays qui sont encore sous le régime libéral » (Hayeck, *op. cit.*, pp. 162-3). Cette façon de vendre la vérité en faveur d'une conspiration marxiste se voit clairement parmi les penseurs soi-disant libéraux, parmi les journalistes et les commentateurs en Angleterre, aux États-Unis et au Canada, et cela, dans leur attitude à l'égard de l'intervention de Churchill

pour sauver la démocratie en Grèce et aussi à l'égard de l'extermination sanguinaire de la démocratie par Staline en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Pologne, en Lithuanie, en Latvie et en Estonie. Dans le premier cas on se livra à une attaque à la fois sauvage et amère contre Churchill, on demanda même au Parlement de le destituer, bien que l'enquête l'eût pleinement justifié. Dans le second cas, malgré les meurtres et les déportations qui ont été accomplis de façon systématique et sur une vaste échelle, il y eut soit une conspiration du silence soit un concert d'éloges doucereux. Pas un seul de ces critiques « libéraux » de Churchill n'a demandé au soi-disant parlement soviétique de destituer Staline, pas un non plus ne lui a demandé une explication publique de ses actes sanguinaires. L'unique explication que l'on puisse concevoir, c'est que ces critiques « libéraux » s'entendent en principe sur l'emploi de la force pour imposer le socialisme dans le monde, sans aucun égard pour la vérité ou les valeurs spirituelles. Que Staline expédie 1,500,000 Polonais en Sibérie et emplisse les camps de concentration de Majdanek, de Rzesow et de Kuzelin d'officiers et de soldats de l'armée polonaise, ils lui accordent une approbation tacite ou verbale, parce que le système soviétique d'une économie dirigée, maintenu par la violence, s'accorde avec leur apostasie personnelle de la liberté.

Je me suis attardé ainsi longtemps dans le champ des affaires internationales parce que le problème des humanités au Canada ne peut pas être isolé en fonction de plus ou moins de grec dans le curriculum. La question importante est de savoir si, dans dix ou cinquante ans, il y aura une civilisation au Canada et dans l'Occident en général, qui ne saura que faire des humanités sous n'importe quelle forme. La trahison des soi-disant intellectuels, « la trahison des clercs », est un fait marquant de la débâcle qui nous menace. Aussi a-t-on tout à fait raison d'insister sur les dangers que court notre époque, et cela, dans une assemblée de professeurs, qui sont consacrés par profession et par tradition à une civilisation fondée sur l'humanisme.

Nous, au Canada, sommes encore bien loin de la perte de la liberté individuelle, comme cela existe sous Hitler ou Staline. Néanmoins l'éloge de la société communiste et

l'active diffusion de la doctrine socialiste font partie du climat national où nos systèmes d'enseignement sont actuellement établis. Le courant en faveur d'une économie dirigée, peu importe le nom que l'on puisse lui donner, est de plus en plus visible; et, au dire des journaux, l'un de nos gouvernements provinciaux, celui de la Saskatchewan, se prépare à l'heure présente à exploiter son influence au pouvoir pour répandre dans la province le dogme socialiste.

Que dans une société de plus en plus industrielle de caractère, de plus en plus bourgeoise dans sa conception des valeurs, et de plus en plus illibérale et anti-démocratique dans ses idéals politiques, que dans une pareille société le sort des humanités soit précaire, est un état normal des choses. Tel est le courant général au Canada, ce qui peut être clairement démontré.

Un organisme, connu sous le nom de Conseil des Recherches des Humanités au Canada, dont il m'arrive d'être le président, pour suit actuellement une enquête détaillée sur l'état présent des humanités au Canada, tout particulièrement dans les collèges et les universités. L'enquête ne sera pas terminée, ses résultats ne seront pas connus du public au moins avant un an. Les commentaires que je fais sont les miens et n'engagent aucunement le Conseil des Recherches des Humanités. Je mentionne cette enquête uniquement pour faire ressortir que je parle avec une étendue considérable de connaissances et non avec prévention et par conjecture. Les recteurs de nos maisons d'enseignement au Canada sont presque tous unanimes à constater avec regret que les humanités sont sur le déclin et que l'idéal humain d'éducation est sérieusement menacé.

Avant d'entrer plus avant dans le sujet, cependant, j'aimerais préciser une observation que j'ai faite antérieurement, à savoir que les humanités ne sont pas synonymes d'une éducation libérale. Bien que le but d'une éducation libérale soit de promouvoir une compréhension de la vie par une acquisition de la vérité pour elle-même, cependant la vérité s'exprime sous bien des formes différentes et par des moyens bien différents. Chaque domaine des études libérales a sa façon propre d'aborder la vérité. Il y a les connaissances intimes des mathématiques et de la science; il y a les con-

naissances intimes de la musique et des beaux-arts; il y a les connaissances intimes de la morale, de la religion, de l'histoire et de la philosophie. Aucun enseignement ne peut être considéré comme étant vraiment libéral qui se limite à une discipline ou à un champ de l'expérience humaine. Les mathématiques pures sont une étude des formes et des chiffres purs, un exercice qui stimule la raison dans le royaume de l'abstraction des entités et des rapports. Les sciences naturelles, en revanche, traitent du monde des faits, du monde réel de la nature; elles sont descriptives et explicatives plutôt que fondées sur le raisonnement pur. Les sciences sociales s'intéressent à l'activité de l'homme en société et aident à former un contexte social pour les autres disciplines libérales. Les humanités, cependant, composées par excellence de littératures et de beaux-arts, sont bien distinctes de toutes les sciences. Elles s'intéressent par-dessus tout aux valeurs, en particulier à la perception des aperçus exprimés dans les domaines de la morale, de la religion, de l'art et de la littérature. Dans la littérature et les beaux-arts tout ensemble, on doit apprendre « le langage » dans lequel s'exprime l'aperçu. Dans une œuvre d'art, par exemple, en littérature, on voit à la surface une forme de beauté esthétique, qui, chez les gens de goût, est susceptible d'évoquer une réponse à un plaisir humain. L'œuvre d'art ne possède pas seulement une valeur esthétique intrinsèque, elle révèle aussi, chez l'artiste, une interprétation de l'expérience humaine. Au rebours de l'œuvre scientifique, l'œuvre d'art est fondée sur l'évaluation plutôt que sur la description. Elle est aussi fort individuelle dans son approche de la vérité, et elle élargit alors grandement le champ de la perception et de l'expérience communiquée. Les méthodes d'étude comportent une orientation historique, une analyse du « langage », du dessin et de la composition, une reprise sensible de l'expérience originale, et le développement du goût pour l'appréciation générale. Les humanités, bien enseignées, mettent ainsi les aperçus intimes des grands artistes du monde à la disposition de l'étudiant, et aident à le débarrasser des préventions et de l'esprit de clocher d'aujourd'hui.

Watson KIRKCONNELL et Maurice LEBEL.

(à suivre)